

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Val-Morin

Code géographique : 78005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Pierre Delage, atteste la véracité du rapport financier

de Val-Morin pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-04-04 Signature _____

Dernière modification : 2014-04-08 13:25:23

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'appliquent pas.

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la MUNICIPALITÉ DE VAL-MORIN, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Le Municipalité n'a pas comptabilisé, aux 31 décembre 2013 et 2012 à l'état de la situation financière, des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations devant être financées ou non par emprunts pour lesquels les travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la nouvelle norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité. Par ailleurs, l'article 24.1 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonce que la seule partie d'un transfert pluriannuel qui doit être comptabilisée dans l'année financière du gouvernement est celle qui est exigible et autorisée par le Parlement. La comptabilisation de ces paiements de transfert comme le prescrit la norme comptable entraînerait les ajustements suivants sur les états financiers de la Municipalité :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

	Augmentation /	(Diminution)
	2013	2012
<u>État de la situation financière</u>	-----	-----
Débiteurs	3 501 846 \$	3 714 501 \$
Excédent accumulé		
- Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	3 501 846 \$	3 714 501 \$
<u>État de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales</u>		
Transferts	(212 655)\$	(544 169)\$
Remboursement de la dette à long terme	(212 655)\$	(544 169)\$

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE VAL-MORIN au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE VAL-MORIN inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15,16,23-1,23-2 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Budget

Les données présentées à titre de budget de l'exercice terminé au 31 décembre 2013 ont été préparées sur la base d'hypothèses comptables, financières et statistiques, conséquemment, nous n'exprimons pas d'opinion sur ce budget.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Comptables professionnels agréés

CHRISTIAN GÉLINAS CPA auditeur, CA
Sainte-Agathe-des-Monts

DATE 2014-04-04

Dernière modification : 2014-04-08 13:25:23

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2014-04-08 13:25:23

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	4 952 140	5 009 336			5 009 336	4 839 647
Compensations tenant lieu de taxes	2	40 376	49 881			49 881	55 350
Quotes-parts	3						
Transferts	4	405 883	831 903			831 903	930 726
Services rendus	5	214 340	297 435			297 435	266 376
Imposition de droits	6	184 500	169 632			169 632	220 501
Amendes et pénalités	7	25 000	17 443			17 443	44 966
Intérêts	8	83 000	96 689			96 689	94 234
Autres revenus	9	26 700	16 550			16 550	129 294
	10	5 931 939	6 488 869			6 488 869	6 581 094
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	630 154	448 694			448 694	205 463
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	630 154	448 694			448 694	205 463
	18	6 562 093	6 937 563			6 937 563	6 786 557
Charges							
Administration générale	19	840 206	880 925	18 082		899 007	824 871
Sécurité publique	20	555 644	619 497	35 633		655 130	562 720
Transport	21	1 575 847	1 644 196	567 982		2 212 178	1 975 593
Hygiène du milieu	22	582 551	552 229	242 081		794 310	744 241
Santé et bien-être	23	4 955	4 599			4 599	9 359
Aménagement, urbanisme et développement	24	199 556	212 538			212 538	203 106
Loisirs et culture	25	633 158	646 931	44 113		691 044	631 534
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	622 359	594 142			594 142	610 560
Amortissement des immobilisations	28	923 876	907 891	(907 891)			
	29	5 938 152	6 062 948			6 062 948	5 561 984
Excédent (déficit) de l'exercice	30	623 941	874 615			874 615	1 224 573

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	623 941	874 615	1 224 573
Moins: revenus d'investissement	2 (	630 154 ) (	448 694 ) (	205 463)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(6 213)	425 921	1 019 110
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	923 876	907 891	720 923
Produit de cession	5		28 050	
(Gain) perte sur cession	6		40 964	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	923 876	976 905	720 923
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	747 104 ) (	1 109 804 ) (	1 207 472)
	18	(747 104)	(1 109 804)	(1 207 472)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	65 803 ) (	105 162 ) (	84 009)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	104 757	(97 343)	(111 047)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	38 954	(202 505)	(195 056)
	26	215 726	(335 404)	(681 605)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	209 513	90 517	337 505

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	630 154	448 694	205 463
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	5 719) ()
Sécurité publique	3 (	220 000 ) (	159 452 ) (	51 337)
Transport	4 (	1 686 237 ) (	761 936 ) (	911 878)
Hygiène du milieu	5 (	1 152 463 ) (	827 027 ) (	49 920)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 (	313 950 ) (	416 735 ) (	5 768)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	3 372 650 ) (	2 170 869 ) (	1 018 903)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 320 309	1 986 529	654 411
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	65 803	105 162	84 009
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16		58 161	
Réserves financières et fonds réservés	17	356 384	470 141	29 010
	18	422 187	633 464	113 019
	19	(630 154)	449 124	(251 473)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		897 818	(46 010)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	1 573 693	1 607 159	1 479 732
Charges sociales	2	352 922	345 442	324 731
Biens et services	3	2 071 433	2 198 227	1 981 994
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	618 359	589 992	446 632
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			151 898
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	4 000	4 150	12 030
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	345 789	345 626	346 257
Autres	10	6 879	14 202	34 687
Autres organismes	11	18 661	15 751	22 230
Amortissement des immobilisations	12	923 876	907 891	720 923
Autres				
- Subvention à des particuliers	13	22 540	14 584	27 930
- Créances douteuses	14		19 924	12 940
-	15			
	16	5 938 152	6 062 948	5 561 984

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012 Redressées note 20
Revenus				
Taxes	1	4 952 140	5 009 336	4 839 647
Compensations tenant lieu de taxes	2	40 376	49 881	55 350
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 036 037	1 280 597	1 136 189
Services rendus	5	214 340	297 435	266 376
Imposition de droits	6	184 500	169 632	220 501
Amendes et pénalités	7	25 000	17 443	44 966
Intérêts	8	83 000	96 689	94 234
Autres revenus	9	26 700	16 550	129 294
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	6 562 093	6 937 563	6 786 557
Charges				
Administration générale	12	858 211	899 007	824 871
Sécurité publique	13	591 529	655 130	562 720
Transport	14	2 189 971	2 212 178	1 975 593
Hygiène du milieu	15	794 502	794 310	744 241
Santé et bien-être	16	4 955	4 599	9 359
Aménagement, urbanisme et développement	17	199 556	212 538	203 106
Loisirs et culture	18	677 069	691 044	631 534
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	622 359	594 142	610 560
	21	5 938 152	6 062 948	5 561 984
Excédent (déficit) de l'exercice	22	623 941	874 615	1 224 573
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		12 429 016	11 748 612
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(3 714 502)	(4 258 672)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		8 714 514	7 489 940
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		9 589 129	8 714 513

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	623 941	874 615	1 224 573
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	3 372 650 ) (	2 170 869 ) (	1 018 903)
Produit de cession	3		28 050	
Amortissement	4	923 876	907 891	720 923
(Gain) perte sur cession	5		40 964	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(2 448 774)	(1 193 964)	(297 980)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		726	3 311
Variation des autres actifs non financiers	10		20 243	(13 633)
	11		20 969	(10 322)
	12	(1 824 833)	(298 380)	916 271
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 824 833)	(298 380)	916 271
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(15 774 605)	(12 432 206)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			(4 258 670)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(15 774 605)	(16 690 876)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(16 072 985)	(15 774 605)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	1 599 237	1 235 361
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	801 982	762 897
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	2 401 219	1 998 258
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	691 800	802 108
Revenus reportés (note 12)	13	8 754	201 243
Dette à long terme (note 13)	14	17 773 650	16 769 512
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	18 474 204	17 772 863
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(16 072 985)	(15 774 605)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	25 502 055	24 308 092
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	157 541	158 267
Autres actifs non financiers (note 17)	21	2 518	22 759
	22	25 662 114	24 489 118
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	9 589 129	8 714 513

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	874 615	1 224 573
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	907 891	720 923
Autres			
- perte sur disposition	3	40 964	
- RAEA	4		(4 258 670)
	5	1 823 470	(2 313 174)
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(39 085)	6 765 799
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(110 308)	(127 475)
Revenus reportés	9	(192 489)	162 906
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	726	3 311
Autres actifs non financiers	13	20 243	(13 633)
	14	1 502 557	4 477 734
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 170 869)	(1 018 903)
Produit de cession	16	28 050	
	17	(2 142 819)	(1 018 903)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	2 068 300	621 736
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 109 804)	(1 037 508)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(1 750 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	45 642	49 128
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 004 138	(2 116 644)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	363 876	1 342 187
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	1 235 361	(106 826)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	1 599 237	1 235 361

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

s/o

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont présentées au bilan à la valeur amortie.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	40 ans
Bâtiments	40 ans
Parcs et terrains de jeux	20 ans
Machinerie lourde	15 ans
Véhicules	10 ans
Outillage et équipement	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Equipements informatiques	5 ans

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilités ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

Juste valeur des actifs et passifs financiers

Pour certains instruments financiers de la Municipalité dont l'encaisse, les débiteurs et les créditeurs, les valeurs comptables sont comparables aux justes valeurs en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Pour les dettes à long terme, les justes valeurs sont essentiellement comparables aux valeurs comptables du fait qu'elles portent intérêts à des taux couramment utilisés sur le marché.

I) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

Dépenses reportées

Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts. Les autres dépenses reportées sont amorties sur une période maximale de 5 ans.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Chapitre SP3410, « Paiements de transfert »

La Municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 « Paiements de transfert ». Ce nouveau chapitre qui établit des critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues du gouvernement par la Municipalité, prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilités, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ne sont pas retraités. L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	140 668	344 886
Placements temporaires	2	
Placements à long terme	3	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	334 661	346 707
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	227 520	171 334
Gouvernement du Canada et ses entreprises	133 371	71 800
Organismes municipaux	45 377	103 461
Autres		
- Intérêts courus	46 589	45 059
- Autres	14 464	24 536
	801 982	762 897
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	4 826	5 203
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 69 531	67 343
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32 9 502	9 272
	33 79 033	76 615

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 358 803	248 149
Salaires et avantages sociaux	38 176 742	128 729
Dépôts et retenues de garantie	39 79 087	336 580
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Intérêts courus	42 68 607	68 859
- Autres	43 8 561	5 600
- Dépôt sur créance long terme	44	14 191
-	45	
-	46	
	47 691 800	802 108

Note

12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48 3 406	2 277
Transferts	49	190 960
Autres		
- Excédent actuariel CARRA	50 5 348	8 006
-	51	
	52 8 754	201 243

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,15	5,01	2014	2018	53	17 679 305	16 702 751
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,50	10,93	2016	2017	59	154 187	172 245
Autres					60		
					61	17 833 492	16 874 996
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(59 842)	(105 484)
					63	17 773 650	16 769 512

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2013</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2014	64	72	6 473 197	80	23 014	89	97	6 496 211
2015	65	73	5 019 465	81	23 014	90	98	5 042 479
2016	66	74	391 429	82	117 077	91	99	508 506
2017	67	75	2 020 297	83	1 328	92	100	2 021 625
2018	68	76	3 774 917	84		93	101	3 774 917
2019 et +	69	77		85		94	102	
	70	78	17 679 305	86	164 433	95	103	17 843 738
Intérêts et frais accessoires				87	(10 246)		104	(10 246)
	71	79	17 679 305	88	154 187	96	105	17 833 492

Note

		2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
Municipalité	106	12 571 139	12 060 104
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	3 501 846	3 714 501
Autres	108		
	109	16 072 985	15 774 605

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	7 504 487	138		165		192	7 504 487
Eaux usées	111	624 481	139		166		193	624 481
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	9 575 656	140	460 232	167	(709 167)	194	10 745 055
Autres	113	646 563	141	144 771	168		195	791 334
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	6 384 084	143	131 035	170		197	6 515 119
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	1 961 403	145	68 869	172	26 145	199	2 004 127
Ameublement et équipement de bureau	118	255 475	146		173		200	255 475
Machinerie, outillage et équipement divers	119	1 501 972	147	214 551	174	85 113	201	1 631 410
Terrains	120	2 493 009	148		175		202	2 493 009
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>30 947 130</u>	150	<u>1 019 458</u>	177	<u>(597 909)</u>	204	<u>32 564 497</u>
Immobilisations en cours	123	<u>1 113 634</u>	151	<u>1 151 411</u>	178	<u>709 167</u>	205	<u>1 555 878</u>
	124	<u>32 060 764</u>	152	<u>2 170 869</u>	179	<u>111 258</u>	206	<u>34 120 375</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	2 659 345	153	192 777	180		207	2 852 122
Eaux usées	126	124 085	154	10 447	181		208	134 532
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	2 023 517	155	301 687	182		209	2 325 204
Autres	128	148 258	156	33 079	183		210	181 337
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	481 058	158	165 954	185		212	647 012
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	1 070 788	160	103 682	187	24 511	214	1 149 959
Ameublement et équipement de bureau	133	250 802	161	3 603	188		215	254 405
Machinerie, outillage et équipement divers	134	994 819	162	96 662	189	17 732	216	1 073 749
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>7 752 672</u>	164	<u>907 891</u>	191	<u>42 243</u>	218	<u>8 618 320</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>24 308 092</u>					219	<u>25 502 055</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	298 332	223		225		227	298 332
Amortissement cumulé	221	(46 436)	224	()	226	()	228	(46 436)
Valeur comptable nette	222	<u>251 896</u>					229	<u>251 896</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	2 518	22 759
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	2 518	22 759

Note**18. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs dont l'adhésion à la RIDR. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 690 871 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2014	-	210 871 \$
2015	-	120 000 \$
2016	-	120 000 \$
2017	-	120 000 \$
2018	-	120 000 \$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Municipalité dispose, tout au long de l'année, d'une marge de crédit de 50 000 \$ et elle dispose également d'une marge de crédit supplémentaire de 450 000 \$ entre les mois d'avril à février, les deux marges de crédit portent intérêts au taux préférentiel de la Banque et sont renouvelables le 31 mai 2014.

b) Auto-assurance

S.O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

c) Poursuites

La Municipalité fait l'objet de réclamations totalisant 261 700 \$ de la part de contribuables à titre de dommages qu'ils prétendent avoir subis suite aux agissements des représentants de la Municipalité. La Municipalité fait valoir ses droits relativement à ces dossiers et il est, de l'avis de la direction, actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et le montant que la Municipalité pourrait, le cas échéant, devoir verser. De plus, comme les assureurs de la Municipalité ont pris faits et cause de la Municipalité dans ces affaires, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

De plus, la Municipalité fait l'objet d'une réclamation de 798 441 \$ de la part d'un soumissionnaire suite à un appel d'offres pour la réfection de rues. La municipalité a contesté cette réclamation et la direction est d'avis que les soumissions déposées n'étaient pas conformes et fera valoir ses prétentions devant les tribunaux. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la Municipalité pourrait, le cas échéant, devoir verser. De plus, comme les assureurs de la Municipalité ont pris faits et cause de la Municipalité dans cette affaire, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

La Municipalité fait, de plus, l'objet d'une réclamation de 1 669 770 \$ de la part d'un contribuable suite aux dommages causés par un incendie, pour lesquels, selon le contribuable, la Municipalité serait responsable. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la Municipalité pourrait, le cas échéant, devoir verser. De plus, comme les assureurs de la Municipalité ont pris faits et cause de la Municipalité dans cette affaire, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

d) Autres

S.O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Pour tenir compte de l'entrée en vigueur d'une version révisée de la norme du chapitre SP3410 « Paiements de transfert », les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 ont été retraités. En conséquence de ce retraitement, les postes décrits ci-après, aux états financiers au 31 décembre 2012 ont été augmentés (diminués) des montants suivants :

État de la situation financière au 31 décembre 2012

Débiteurs	(3 714 501)\$
Excédent accumulé	
- Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	(3 714 501)\$

Excédent accumulé au 1er janvier 2012

Solde d'ouverture	
- Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	(4 258 670)\$

État de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice terminé le 31 décembre 2012

Transferts	544 169 \$
Remboursement de la dette à long terme	544 169 \$

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget de l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

Risques et concentrations

La Municipalité, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de la Municipalité aux risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 31 décembre 2013.

Risque de crédit

Les principaux risques de crédit pour la Municipalité sont liés aux débiteurs et sont principalement attribuables aux comptes à recevoir d'entreprises et d'individus. Afin de réduire ses risques de crédit, la Municipalité analyse régulièrement le solde de ses comptes à recevoir et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

Risque de taux d'intérêt

La Municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable, tels que les dettes à court et à long terme. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la Municipalité à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 203 976	127 049
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 515 567	932 936
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 () ()	() ()
Financement des investissements en cours	4 907 008	9 190
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 7 962 578	7 645 338
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 9 589 129	8 714 513

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Fonds pour les jeunes	8		51 584
- Comité FLP	9	7 013	
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17	7 013	51 584

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18		
-	19		
-	20		
	21		

Réserves financières

-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27		

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	140 668	321 486
Fonds parcs et terrains de jeux	29		23 400
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30		
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	358 975	522 906
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres			
- Frais de financement	34	8 911	13 560
-	35		
-	36		
-	37		
	38	508 554	881 352
	39	515 567	932 936

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Autres		
-	48 () ()	()
-	49 () ()	()
	50 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 () ()	()
	52 () ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 907 008	262 212
Investissements à financer	54 () ()	253 022)
	55 907 008	9 190
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 25 502 055	24 308 092
Propriétés destinées à la revente	57	
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 25 502 055	24 308 092
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 17 773 650	16 769 512
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 59 842	105 484
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () ()	()
	66 17 833 492	16 874 996
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67 (294 015)	(212 242)
	68 17 539 477	16 662 754
	69 7 962 578	7 645 338

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	_____
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
	<u>_____</u>	<u>_____</u>	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de retraite simplifié de l'Industrielle Alliance. L'employeur et l'employé contribuent chacun à des pourcentages variant de 6 % à 7 % du salaire brut de l'employé.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u> 69 531</u>	<u> 67 343</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95	2 820	2 751
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	9 502	9 272
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	9 502	9 272
	9 502	9 272

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	17 833 492
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	3 501 846
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	14 331 646
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	14 331 646
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	12 131
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	181 914
Endettement total net à long terme	20	14 525 691
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	14 525 691
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 477 555	2 520 067	2 435 117
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	958 895	973 273	854 116
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	15 959	16 239	16 321
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 452 409	3 509 579	3 305 554
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	231 483	225 687	294 098
Égout	11	28 875	30 482	30 637
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	429 569	433 122	428 817
Autres				
-Police	14	394 969	400 993	373 064
-Taxe parc et environnement	15	184 436	182 264	183 253
-Autre	16	41 896	41 411	41 412
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	188 503	185 798	182 812
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 499 731	1 499 757	1 534 093
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 499 731	1 499 757	1 534 093
	26	4 952 140	5 009 336	4 839 647

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	46 933	51 877
	35	46 933	51 877
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	46 933	51 877
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	2 364	2 357
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	2 364	2 357
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49	584	1 116
	50	584	1 116
	51	49 881	55 350

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	10 000	111 621
Enlèvement de la neige	58	8 815	8 709
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66	58 533	239 706
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	49 878	248 692
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		55 277
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	24 000	65 144
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	25 000	29 089
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	17 633	17 862
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88	1 340	1 490
Réseau d'électricité	89		
	90	195 199	610 913
		764 737	764 737

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105	58 737	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	630 154	344 883
Réseau de distribution de l'eau potable	107		205 463
Traitement des eaux usées	108		23 033
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	22 041	
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	448 694	205 463

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134	184	184	184
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	210 500	220 806	165 805
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	210 684	220 990	165 989
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 036 037	1 280 597	1 136 189

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144	42 081	44 607
Sécurité incendie	145		57 151
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	42 081	44 607
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	560	4 920
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	560	4 920
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177	4 000	3 985
Autres	178		4 329
	179	4 000	3 985
Réseau d'électricité			
	180		
	181	46 081	49 152
			66 400

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	13 709	20 018	9 421
Sécurité publique	183	7 000	19 650	6 684
Transport				
Réseau routier	184		512	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			2 128
Hygiène du milieu	190	6 050	6 880	3 566
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	141 500	201 223	178 177
Réseau d'électricité	194			
	195	168 259	248 283	199 976
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	214 340	297 435	266 376
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	24 500	23 575	31 806
Droits de mutation immobilière	198	160 000	146 057	188 695
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	184 500	169 632	220 501
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	25 000	17 443	44 966
INTÉRÊTS	203	83 000	96 689	94 234
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(40 964)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			59 272
Autres	210	26 700	57 514	70 022
	211	26 700	16 550	129 294

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013		Total	Réalisations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	112 121	116 262		116 262	106 176
Application de la loi	2	8 000	17 536		17 536	9 079
Gestion financière et administrative	3	617 232	632 262	18 082	650 344	608 955
Greffe	4	17 631	16 865		16 865	
Évaluation	5	57 316	57 206		57 206	61 081
Gestion du personnel	6					
Autres	7	27 906	40 794		40 794	39 580
	8	840 206	880 925	18 082	899 007	824 871
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	394 969	393 070		393 070	372 803
Sécurité incendie	10	154 305	220 064	35 633	255 697	184 408
Sécurité civile	11	500				
Autres	12	5 870	6 363		6 363	5 509
	13	555 644	619 497	35 633	655 130	562 720
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	745 904	744 682	494 850	1 239 532	1 060 389
Enlèvement de la neige	15	756 384	829 918	73 132	903 050	861 735
Éclairage des rues	16	36 266	36 151		36 151	29 301
Circulation et stationnement	17	21 200	17 299		17 299	8 025
Transport collectif						
Transport en commun	18	16 093	16 146		16 146	16 143
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	1 575 847	1 644 196	567 982	2 212 178	1 975 593

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	<u>Budget 2013</u>		<u>Réalisations 2013</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2012</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	164 969	176 035	190 650	366 685	322 568
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25	19 275	6 650	16 015	22 665	35 778
Réseaux d'égout	26	6 500	5 188		5 188	608
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	314 016	287 279	29 537	316 816	314 620
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	77 791	77 077	5 879	82 956	70 667
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	582 551	552 229	242 081	794 310	744 241
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	4 955	4 599		4 599	9 359
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	4 955	4 599		4 599	9 359
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	181 386	195 001		195 001	181 445
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49	18 170	17 537		17 537	
Autres	50					16 105
Autres	51					5 556
	52	199 556	212 538		212 538	203 106

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54	7 035	7 152		7 152	8 716
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	177 635	156 861	14 715	171 576	172 681
Parcs régionaux	57	238 133	254 595	22 445	277 040	241 053
Expositions et foires	58	20 000	19 227		19 227	19 293
Autres	59	28 046	30 887		30 887	32 387
	60	470 849	468 722	37 160	505 882	474 130
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	81 970	82 309	3 625	85 934	74 583
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	80 339	95 900	3 328	99 228	82 821
	66	162 309	178 209	6 953	185 162	157 404
	67	633 158	646 931	44 113	691 044	631 534
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	618 359	589 992		589 992	598 530
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	4 000	4 150		4 150	12 030
	73	622 359	594 142		594 142	610 560
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	923 876	907 891	(907 891)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la MUNICIPALITÉ DE VAL-MORIN (ci-après « la Municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la Municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Comptables professionnels agréés

CHRISTIAN GÉLINAS, CPA auditeur, CA
Sainte-Agathe-des-Monts

DATE 2014-04-04

Dernière modification avant dépôt : 2014-04-08 13:25:23

Dernière modification : 2014-04-08 13:25:23

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	5 009 336
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
Revenus de taxes	11	5 009 336

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	5 009 336
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>5 009 336</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	61 109	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>61 109</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>4 948 227</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>408 174 200</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>409 737 400</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>408 955 800</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>4 948 227</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>408 955 800</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	| 1 | , | 2 | 1 | 0 | 0 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			49 920
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 152 463	827 027	
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 328 000	468 188	810 582
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10		144 771	
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	221 853	178 695	98 954
Édifices communautaires et récréatifs	14	270 000	234 202	1 068
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	325 384	68 869	
Ameublement et équipement de bureau	18			
Machinerie, outillage et équipement divers	19	74 950	249 117	49 506
Terrains	20			8 873
Autres	21			
	22	3 372 650	2 170 869	1 018 903

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			49 920
Usines de traitement de l'eau potable	24		827 027	
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		371 122	810 582
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32		241 837	
Autres immobilisations	33		730 883	158 401
	34		2 170 869	1 018 903

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	16 702 751	2 068 300	1 091 746	17 679 305
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	172 245		18 058	154 187
Autres	6				
	7	16 874 996	2 068 300	1 109 804	17 833 492
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	1 177 637	703 967	81 978	1 799 626
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	11 982 858	1 132 200	583 038	12 532 020
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	13 160 495	1 836 167	665 016	14 331 646
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22	3 714 501	232 133	444 788	3 501 846
Prêts	23				
Autres	24				
	25	3 714 501	232 133	444 788	3 501 846
	26	16 874 996	2 068 300	1 109 804	17 833 492
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	16 874 996	2 068 300	1 109 804	17 833 492

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	54 603	54 501	52 284
Autres	3	74 239	74 096	79 002
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	7 286	7 273	4 646
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	16 093	16 146	16 143
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	177 338	177 410	176 378
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	13 170	13 146	13 647
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	3 060	3 054	4 157
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	345 789	345 626	346 257

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	2,80	40,00	234 130	55 028	289 158
Professionnels	2					
Cols blancs	3	14,49	40,00	622 382	124 274	746 656
Cols bleus	4	11,68	40,00	569 889	142 256	712 145
Policiers	5					
Pompiers	6	1,85	3,70	102 601	7 381	109 982
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	30,82		1 529 002	328 939	1 857 941
Élus	9	7,00		78 157	16 503	94 660
	10	37,82		1 607 159	345 442	1 952 601

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12			344 883	344 883
Réseau de distribution de l'eau potable	13		271 725		271 725
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	365 546	298 443		663 989
	17	365 546	570 168	344 883	1 280 597

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	17 536	27		53	17 536	79		105	17 536	131
Évaluation	2	57 206	28		54	57 206	80		106	57 206	132
Autres	3	806 183	29	18 082	55	824 265	81	20 018	107	804 247	133
	4	880 925	30	18 082	56	899 007	82	20 018	108	878 989	134
Sécurité publique											
Police	5	393 070	31		57	393 070	83	44 607	109	348 463	135
Sécurité incendie	6	220 064	32	35 633	58	255 697	84	19 650	110	236 047	136
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8	6 363	34		60	6 363	86		112	6 363	138
	9	619 497	35	35 633	61	655 130	87	64 257	113	590 873	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	744 682	36	494 850	62	1 239 532	88	512	114	1 239 020	140
Enlèvement de la neige	11	829 918	37	73 132	63	903 050	89	560	115	902 490	141
Autres	12	53 450	38		64	53 450	90		116	53 450	142
Transport collectif	13	16 146	39		65	16 146	91		117	16 146	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	1 644 196	41	567 982	67	2 212 178	93	1 072	119	2 211 106	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	176 035	42	190 650	68	366 685	94	6 830	120	359 855	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147
Traitement des eaux usées	18	6 650	44	16 015	70	22 665	96		122	22 665	148
Réseaux d'égout	19	5 188	45		71	5 188	97		123	5 188	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	287 279	46	29 537	72	316 816	98	50	124	316 766	150
Matières recyclables	21	77 077	47	5 879	73	82 956	99		125	82 956	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	552 229	52	242 081	78	794 310	104	6 880	130	787 430	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
Santé et bien-être												
Logement social	157	4 599	172	187	4 599	202	217	4 599	232	7 188		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233			
Autres	159		174	189		204	219		234			
	160	4 599	175	190	4 599	205	220	4 599	235	7 188		
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	195 001	176	191	195 001	206	221	195 001	236			
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237			
Promotion et développement économique	163	17 537	178	193	17 537	208	223	17 537	238			
Autres	164		179	194		209	224		239			
	165	212 538	180	195	212 538	210	225	212 538	240			
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	468 722	181	37 160	505 882	211	201 223	226	304 659	241	81 201	
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	82 309	182	3 625	85 934	212	3 985	227	81 949	242		
Autres	168	95 900	183	3 328	99 228	213		228	99 228	243		
	169	646 931	184	44 113	691 044	214	205 208	229	485 836	244	81 201	
Réseau d'électricité	170		185	200		215		230	245			
	171	4 560 915	186	907 891	5 468 806	216	297 435	231	5 171 371	246	594 142	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 170 869	1 018 903
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 170 869	1 018 903

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	127 049	(216 004)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	127 049	(216 004)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	90 517	337 505
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(13 590)	5 548
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	76 927	343 053
Solde à la fin de l'exercice	12	203 976	127 049
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	51 584	57 132
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	51 584	57 132
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17	(58 161)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	13 590	(5 548)
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(44 571)	(5 548)
Solde à la fin de l'exercice	22	7 013	51 584
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	881 352	799 315
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	881 352	799 315
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	97 343	111 047
Activités d'investissement	27	(470 141)	(29 010)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(372 798)	82 037
Solde à la fin de l'exercice	31	508 554	881 352

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	39 ()	()
	40 ()	()
	41 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42 ()	()
	43 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	44	
	45	
	46	
Solde à la fin de l'exercice	47 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	48 9 190	55 200
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49	
Solde redressé au début de l'exercice	50 9 190	55 200
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	51 897 818	(46 010)
Affectations et virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
	52	
Excédent de fonctionnement affecté		
	53	
Réserves financières et fonds réservés		
	54	
	55 897 818	(46 010)
Solde à la fin de l'exercice	56 907 008	9 190
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	57 11 359 839	11 052 969
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58 (3 714 501)	(4 258 670)
Solde redressé au début de l'exercice	59 7 645 338	6 794 299
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
	60	137 289
Excédent de fonctionnement affecté		
	61	
Variation résiduelle de l'exercice	62 317 240	713 750
Solde à la fin de l'exercice	63 7 962 578	7 645 338

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>760 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	<u> </u>
	5	<u>760 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>760 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 20)		Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement		Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre	
Montant non réservé	1	522 906	2		3		4		5	163 931	6		7	358 975
Montant réservé pour le service de la dette	8		9		10		11		12		13		14	
	15	522 906	16		17		18		19	163 931	20		21	358 975

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 0 □ 1 □ 4 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 □ 2 □ 6 □ 8 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 0 , □ 9 □ 2 □ 7 □ 6 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 0 , □ 9 □ 7 □ 0 □ 5 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 1 □ 2 □ 2 □ 8 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 0 □ 1 □ 4 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Égout	2	<input type="text" value="2"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Eau et égout	3	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="2"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Pavage Val-Royal	,0228	1	
Pavage Beaulne	,0429	1	
Ouverture de valve	100,0000	4	
Eau commerce		7	selon type de commerce
Compensation piscine		7	selon galonnage
Aqueduc Val-David		7	selon facturation
Aqueduc Beaux-Arts, Ste-Adèle		7	selon facturation
Égouts Val-David		7	selon facturation
Recyclage et ordures commerce		7	selon volume
Police	,0983	1	
Parc régional	44,2600	4	
Environnement	25,0000	4	
Aqueduc garage	15,7300	4	
Aqueduc croissant St-Norbert	358,0300	4	
Aqueduc Leclerc et David maison	636,5700	4	
Aqueduc Leclerc et David terrain	477,4200	4	
Aqueduc rue des Bouleaux	24,0000	3	frontage
Pavage Lac-La Salle	,3820	3	frontage
Pavage Lac-La Salle	64,8000	4	
Pavage Lac-La Salle	,0024	2	
Chambre de surpression	,0320	2	
Aqueduc 14e avenue	679,3700	4	
Réfection d'aqueduc		7	selon facteur

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

5 - du 1 000 litres

2 - du mètre carré

6 - % de la valeur locative

3 - du mètre linéaire

7 - autres (préciser)

4 - tarif fixe (compensation)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	2 560	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	1 050	22 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 6120, RUE MORIN
(no) (rue)
VAL-MORIN J0T 2R0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 324-5670
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 322-3823
(ind. rég.) (numéro)

Courriel pdelage@val-morin.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom PIERRE DELAGE

Téléphone (819) 324-5670
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 322-3923
(ind. rég.) (numéro)

Courriel pdelage@val-morin.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom AMYOT GÉLINAS, S.E.N.C.R.L.

Titre COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

Adresse 124, RUE SAINT-VINCENT
(no) (rue)
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS J8C 2B1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 326-3400
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 326-8839
(ind. rég.) (numéro)

Courriel christian@amyotgelinas.com

Responsable du dossier CHRISTIAN GÉLINAS, CPA auditeur, ca

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Pierre Delage , atteste que le rapport financier de Val-Morin pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-04-08 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Val-Morin consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Val-Morin détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 874 615 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,2100 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-04-08 13:25:23

Date de transmission au Ministère : 2014/04/09